



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2929  
20 septembre 2024  
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
d'Arlette Laguiller

# Derrière le jeu politique Le patronat et l'État à l'offensive



Les travailleurs de Valeo au siège, le 17 septembre.

## Automobile

La guerre contre  
les travailleurs

Page 14

## Morts dans la Manche

Gouvernements  
criminels

Page 5

## Iran

Les femmes  
ne plient pas

Page 9

**Leur société**

- Gouvernement Barnier : à droite toute 3
- Le Maire: ce n'est qu'un au revoir 3
- Pas touche à Louise Michel! 3
- NFP: des querelles loin des intérêts des travailleurs 4
- PCF: le double langage de Roussel 4
- L'amour pour un cheval de retour 4
- Migrants dans la Manche: gouvernements criminels 5
- Saint-Denis: l'administration fabrique des sans-papiers 5
- RN: en quête de respectabilité 5
- Enseignement: économies au programme 6
- Scolarisation des handicapés: où sont les progrès? 6
- Viols de Mazan: révélateurs d'une société 7
- Crèches: profitables sauf aux bébés 7
- Fête du sport: bluff olympique 7
- Martinique: barrages contre la vie chère 11
- Hôpitaux: les urgences à l'abandon 11
- Super-yachts: joujoux pour milliardaires 11
- Nos lecteurs écrivent: mouvement au lycée Germaine-Tillion du Bourget 6

**Dans le monde**

- Ukraine-Russie: avant des négociations, l'hécatombe continue 8
- Maroc: déploiement policier contre les migrants 8
- Iran: les femmes ne plient pas 9
- Chine: les retraites des travailleurs attaquées 9
- États-Unis: la grève chez Boeing 10
- Haïti: pour les plus pauvres, un drame sanitaire 10
- Union européenne: Draghi appelle aux armes 16
- Migrants: liberté de circulation et d'installation! 16
- SpaceX: exploration spatiale et tourisme de luxe 16

**Dans les entreprises**

- 1<sup>er</sup> octobre: se faire entendre! 12
- L'Oréal 12
- Caf - Metz 12
- Valeo 13
- Onela - Paris 11<sup>e</sup> 13
- Conforama - Flers 13
- SNCF Bagages 13
- Automobile 14
- Stellantis - Poissy 14
- Yvel - Bezons 15
- Green Power-Hoad Sartrouville 15

**Agenda**

- Meeting à Paris le 28 septembre 3
- Fêtes régionales 3

# Derrière le cirque politicien et le prétendu dialogue social, la lutte des classes

La fête de *l'Humanité*, qui s'est tenue le week-end des 14 et 15 septembre, a rassemblé les dirigeants du Nouveau Front populaire. Il n'y a été question que de leur déception d'avoir été trompés par Macron, et de leur stratégie électorale pour assurer la future victoire de l'union de la gauche. Si tant est qu'elle reste unie.

Les fermetures d'usines, les licenciements et la guerre sociale, féroce, menée par le grand patronat contre les travailleurs, sont passés tout à fait au second plan. Y compris lors du débat qui a été organisé entre la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet et le patron du Medef Patrick Martin.

Il a suffi que celui-ci dise qu'il était « pour l'augmentation des salaires » et que « le modèle social de répartition a donné de beaux résultats » pour que le journal du Parti communiste, *l'Humanité*, écrive: « Contre toute attente, Patrick Martin n'a cessé de donner des gages aux grandes idées de la centrale syndicale. »

Mais quels gages? Le porte-parole des plus grands patrons se dit pour une hausse des salaires, mais il veut la faire payer par des baisses de cotisations. C'est-à-dire par les travailleurs eux-mêmes, puisqu'ils verraient alors leurs indemnités et leurs droits réduits quand ils sont malades, mis au chômage ou quand ils partent à la retraite. Et s'il vante le « modèle social de répartition », c'est pour expliquer que les travailleurs devront faire de nouveaux sacrifices s'ils veulent le préserver!

Contrairement à ce qu'affirme *l'Humanité*, le grand patronat n'est pas dans la concession. Il est à l'offensive et s'en prend brutalement aux emplois et aux conditions de travail pour assurer ses dividendes et amasser des fortunes exorbitantes.

L'équipementier Valeo, riche à milliards, a décidé de se séparer de trois sites, ce qui va mettre 1000 salariés sur le carreau. Après être passés entre les mains de multiples margoulins et avoir enrichi des générations d'actionnaires, 450 salariés de Vencorex vont se retrouver sans travail, cette entreprise de chimie grenobloise se déclarant en cessation de paiement. C'est la même histoire pour les 5000 salariés de l'entreprise Milee, spécialisée dans la diffusion de prospectus.

Tous ces licenciements sont-ils prêts à des concessions? Bien sûr que non! Quant au prétendu « modèle social de répartition », parlons-en! Quand Bernard Arnault, le patron de

LVMH, gagne le smic toutes les 15 secondes, les couturières qui fabriquent en sous-traitance des sacs de luxe Louis Vuitton gagnent 1500 ou 1600 euros par mois. Pour que les actionnaires de Stellantis encaissent 18 millions d'euros par jour, les ouvriers doivent se lever à 4 heures du matin et aller s'esquinter sur les chaînes de production pour des salaires de 1500 à 1800 euros.

Derrière les mots, « répartition », « modèle social », il y a la lutte des classes. Une lutte des classes de plus en plus dure contre les travailleurs. Elle passe par des cadences et une intensification de la charge de travail de plus en plus folles. Mais elle se fait aussi par le pillage des caisses de l'État par ces mêmes grands patrons, qui encaissent les milliards de subventions dont les hôpitaux et l'Éducation auraient besoin.

Le résultat de cette lutte des classes n'est pas la « répartition » des richesses mais leur concentration entre les mains d'une minorité d'ultra-riches. En France, en 2017, les 500 plus grandes fortunes possédaient l'équivalent de 20% du PIB, c'est-à-dire 20% des richesses produites en un an. Aujourd'hui, c'est 45%!

Ces multi-millionnaires ont donc de quoi disposer de palaces, de yachts et autres joujoux de luxe. Mais leurs capitaux leur donnent surtout le pouvoir de dominer toute l'économie, les banques, les assurances, les grandes entreprises de l'industrie et du commerce. Ce sont eux qui imposent la loi du profit et une mise en concurrence mortifère aux travailleurs et à toute la société.

Et ce sont eux qui dictent la politique des gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche. Alors, il n'y a pas besoin de connaître les noms des prochains ministres de Michel Barnier pour savoir que de nouveaux coups vont nous tomber dessus.

Laisser entendre, comme le font les dirigeants du NFP ou de la CGT, que le Medef et les politiciens qui le servent pourraient mener une autre politique que cette guerre sociale acharnée, est une tromperie. Il n'y a pas d'intérêts communs aux travailleurs et aux capitalistes. Ce sont leurs profits ou nos emplois et nos salaires!

Le grand patronat impose la loi des plus riches et des plus puissants. Il le fera jusqu'à ce qu'il soit confronté à une levée en masse des travailleurs qui lui fasse craindre pour ses capitaux et son pouvoir sur les entreprises.

Nathalie Arthaud



## Gouvernement Barnier : à droite toute

Après avoir été désigné comme Premier ministre par Macron, Barnier a obtenu le soutien de sa famille politique. « Michel Barnier aura le soutien très clair » des Républicains, a assuré Wauquiez, le dirigeant du parti de droite, qui déclarait pourtant en juillet : « Pour nous, il n'y aura ni coalition, ni compromission ».

Écartée depuis douze ans du gouvernement, essayant échec sur échec aux élections sur un plan national avec seulement 47 élus aux dernières législatives, la droite a finalement saisi l'occasion qui lui était donnée par Macron de revenir au pouvoir. Barnier s'est invité le 12 septembre aux journées parlementaires des LR en Haute-Savoie pour leur garantir qu'ils auraient la place qu'ils méritent dans le futur gouvernement. Ils ont en effet bien besoin d'être

rassurés car la nomination d'un LR à Matignon a très vite aiguisé l'appétit des ténors du parti de droite et fait redouter aux alliés historiques de Macron d'être condamnés à la portion congrue.

L'appétit affiché par Les Républicains complique, semble-t-il, la tâche de Barnier pour former son gouvernement, car il ne peut y avoir qu'un ministre par strapontin et les candidats sont nombreux. « Chacun aura sa place », a tenté de

rassurer le nouveau Premier ministre. Derrière les déclarations sur « l'intérêt de la France », les ambitions personnelles s'exposent sans fard.

Quelle que soit la composition du futur gouvernement, il penchera très à droite pour garantir sa longévité qui, à l'Assemblée nationale, dépendra du Rassemblement national. Il se montrera pour cette raison plus anti-immigrés et réactionnaire que ses prédécesseurs. Et, sans surprise, il mettra en musique la partition écrite par le patronat, dont Barnier dans sa longue carrière de responsable politique a toujours su se faire l'interprète zélé.

Boris Savin

## Le Maire : ce n'est qu'un au revoir

Jeudi 12 septembre, avant même qu'un ministre soit nommé pour le remplacer, Bruno Le Maire a organisé un pot d'adieu au ministère des Finances pour défendre son bilan devant quelque 1 500 invités, des agents de Bercy et des représentants des milieux patronaux.

En homme de droite, Bruno Le Maire s'était vanté d'être un gestionnaire rigoureux des comptes publics, mais il laisse un déficit de l'État et un endettement en forte hausse, au point que l'agence de notation Standard & Poor's a dégradé la note de la dette française au mois de mai, et que la Commission européenne a engagé une procédure pour déficit excessif.

Préoccupé de pouvoir présenter un bon CV pour la suite de sa carrière, Le Maire se justifie d'avoir dépensé sans compter au moment du Covid pour aider les patrons, en particulier

ceux des plus grandes entreprises, notamment en finançant à leur place une part importante des salaires des travailleurs confinés. Il se vante d'avoir alors « sauvé l'économie française ».

Mais aujourd'hui, l'ex-ministre des Finances est le premier à conseiller aux députés qui discutent du budget 2025 et à son successeur de réduire les dépenses publiques. Ce sont les dépenses de santé qui sont en ligne de mire avec la chasse aux arrêts maladie, la diminution de la prise en charge des maladies de longue durée, toutes les dépenses qui bénéficient d'une

manière ou d'une autre à la majorité de la population.

Il n'est pas question pour Le Maire de couper dans les dépenses faites au profit de la grande bourgeoisie, les aides aux grandes entreprises, qui se comptent par centaines de milliards. Sa politique a consisté à répondre aux exigences des capitalistes. Et ce sera aussi le cas de son successeur qui, quel que soit son nom, n'aura plus qu'à mettre en application le budget préparé par les hauts fonctionnaires de Bercy.

Quant à Le Maire, il aurait trouvé un nouvel emploi d'enseignant d'économie à l'école Polytechnique de Lausanne en Suisse. Quelles belles leçons cet ancien ministre des Finances pourra donner à ses élèves!

Hélène Comte

## Pas touche à Louise Michel!

À partir du 23 septembre, les dix statues de femmes militantes qui avaient été montrées lors de la cérémonie d'ouverture des JO seront exposées à l'Assemblée nationale, pour deux semaines.

Les visiteurs pourront voir l'écrivaine Simone de Beauvoir, l'avocate du droit des femmes Gisèle Halimi, la révolutionnaire Olympe de Gouges, et même la militante ouvrière Louise Michel. Il fallait oser!

Cette dernière a consacré sa vie à combattre le Second Empire d'abord, la république bourgeoise ensuite. Militante de premier plan de la Commune de Paris de 1871, la victoire des bourgeois la condamna à la déportation en Nouvelle-Calédonie, où elle dénonça l'oppression dont étaient victimes les Kanaks. Elle ne revint à Paris que pour reprendre le chemin de la prison, pour ses appels à la

révolte, aux manifestations, avant de devoir finalement s'exiler à Londres.

Cette Assemblée nationale d'une république bourgeoise née de l'écrasement de la Commune n'a rien à voir avec la militante qu'était Louise Michel. Ceux qui veulent lui rendre réellement hommage reprendront son combat, celui, selon ses mots, de « ceux qui produisent tout et qui n'ont ni pain, ni abri. »

Camille Paglieri



## AGENDA

### Meeting à Paris



Avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Samedi 28 septembre à 15 heures

Théâtre de la Mutualité - 24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>

Métro Maubert-Mutualité - Entrée libre

### Fêtes régionales

#### Nantes

Samedi 21 septembre de 16 heures à minuit

Salle festive Nantes Erdre

Débat avec Nathalie Arthaud à 17 h 30

#### Rennes

Samedi 5 octobre à 15 heures

Débat avec Nathalie Arthaud à 17 h 30

#### Lille

Samedi 5 octobre de 14 heures à minuit à Villeneuve-d'Ascq

Avec la participation de Jean-Pierre Mercier

#### Bordeaux

Dimanche 6 octobre à 11 heures

Débat avec Nathalie Arthaud à 14 h 30

#### Bourges

Samedi 28 septembre de 14 heures à minuit

Restaurant Les Rives d'Auron, près de la médiathèque

#### Lyon

Samedi 28 septembre à partir de 17 heures dimanche 29 septembre de 11 h 30 à 19 heures

Débat avec Nathalie Arthaud le dimanche

#### Fourmies

Dimanche 6 octobre à 11 heures

## NFP : des querelles loin des intérêts des travailleurs

Après s'être traités de tous les noms pendant les européennes, réconciliés à l'annonce de la dissolution, embourbés dans des discussions sans fin avant que le nom de Lucie Castets ne sorte du chapeau, les dirigeants de la gauche affichent de nouveau leurs divisions.

Alors que les autres partis du Nouveau Front populaire (NFP) ont décliné l'invitation de Barnier à participer à de nouvelles consultations, une délégation du PCF s'est rendue à Matignon, mardi 17 septembre, conduite par Roussel. « Je veux savoir ce que le Premier ministre a dans le ventre », a déclaré le dirigeant du PCF, comme s'il pouvait y avoir un doute sur la politique

antiouvrière qu'il compte mener !

Côté PS, certains reprochent à Olivier Faure de n'avoir pas soutenu Bernard Cazeneuve, manquant l'opportunité de former une coalition avec des députés macronistes... élus pour une large part d'entre eux, il est vrai, grâce au soutien du NFP.

Enfin, dans un livre paru le 11 septembre, Ruffin accuse Mélenchon d'avoir « tout misé sur la jeunesse

et les quartiers populaires » lors des dernières campagnes électorales et d'avoir « délaissé le reste ».

Jusqu'aux dernières élections, Ruffin siégeait à l'Assemblée nationale aux côtés de LFI, grâce à qui il avait été élu député en 2017. Il dit maintenant qu'il désapprouve le « ton radical » de Mélenchon et reprend les accusations de la droite et de l'extrême droite affirmant que LFI tourne le dos au « petit peuple » blanc. Ruffin prétend ainsi se préoccuper de la fraction non négligeable de travailleurs qui ont voté RN. Sous prétexte de s'adresser à eux, il n'hésite



pas à reprendre la démagogie d'extrême droite qui accuse LFI de flatter un « communautarisme musulman ». Mais surtout, il se présente comme celui qui réconciliera « les habitants des bourgs et des tours » pour « faire France ensemble ». Cela revient à ne pas dénoncer les vrais ennemis des travailleurs, où qu'ils habitent !

En cela, Ruffin ne diffère en rien de Mélenchon ou d'autres dirigeants du NFP à la recherche de la meilleure

tactique pour avoir le plus de voix et d'élus. Leurs divisions et leur prétendu débat ne sont qu'une dispute entre marchands d'illusions. Ils ont en commun d'être prêts à tous les renoncements pour parvenir au pouvoir.

Alors le camp des travailleurs doit défendre lui-même ses intérêts par les moyens de la lutte de classe et se donner un parti, non pas pour gouverner dans le cadre du système capitaliste, mais pour le renverser.

**Sacha Kami**

## PCF : le double langage de Roussel

À la Fête de l'Humanité, le discours du secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, s'est voulu radical. Certains, parmi ceux qui y ont assisté, pourraient croire qu'il veut se battre pour l'intérêt des travailleurs. Ce serait faire preuve de beaucoup de naïveté.

Roussel a parlé d'« interdire le chômage », et de la nécessité d'un « rattrapage sur tous les salaires » et de leur « indexation sur l'inflation ». Il a aussi pointé du doigt à de nombreuses reprises les « 500 familles » qui accaparent à elles seules 41 % du PIB français. Il a même expliqué que « sans pression populaire, sans mobilisation, sans lutte dans les entreprises, il sera difficile de faire bouger les lignes ». Enfin, il a terminé son discours par un long couplet pacifiste, dénonçant les dépenses

d'armement de tous les États qui « alimentent les guerres », affirmant : « Nous voulons la paix partout ! » Et, pour finir, il a repris les paroles de *L'Internationale* : « Debout les damnés de la terre, debout les forçats de la faim, nous ne sommes rien, soyons tout ! »

Toutes ces déclarations, auxquelles on n'était plus trop habitué de la part d'un secrétaire national du PCF, servent à enrober une politique, toujours la même : « mettons au pouvoir l'union de la gauche ». Roussel n'a

même pas tenté de dire en quoi un hypothétique gouvernement d'union de la gauche serait différent de ceux du passé, de Mitterrand à Jospin ou Hollande, qui ont mené une politique contre les travailleurs et en faveur du grand patronat, au point d'écœurer les propres militants du PCF.

Et puis, Roussel s'est bien gardé de faire le bilan politique des élections législatives et du Nouveau Front populaire (NFP). Dans cette affaire, le PCF a perdu des députés, leur nombre étant passé de 22 à 17. Roussel lui-même, a été battu dès le premier tour dans son fief de Saint-Amand-les-Eaux, dans le Nord, par le candidat du RN. En revanche, des figures politiques détestées des travailleurs ont fait leur

retour sur le devant de la scène, comme François Hollande. Ensuite, la tactique du « front républicain » a permis à des ministres de Macron, comme Borne ou Darmanin, de se faire réélire avec des voix de gauche. Voilà les couleuvres que la politique du NFP a fait avaler à ses électeurs, pour qu'au final Macron désigne un Premier ministre de droite, Michel Barnier, en négociant avec le RN pour qu'il ne censure pas immédiatement son futur gouvernement.

Se laisser bercer par le discours de Roussel serait se préparer à de nouvelles désillusions. Pendant et après la Fête de l'Humanité, le PCF s'est mis à encenser un autre homme politique de droite, Dominique

de Villepin. Invité dans un débat, celui-ci a obtenu un succès facile en affirmant que Macron aurait dû nommer Lucie Castets comme Première ministre. Mais au nom de quoi les militants du PCF doivent-ils applaudir ce politicien bourgeois qui est en train d'offrir ses services à Macron et à la bourgeoisie au cas où Barnier échoue ? Le PCF espère-t-il, en faisant ainsi la courte échelle à Villepin, une place de ministre en retour au cas où celui-ci serait appelé à gouverner ?

Roussel a cherché à masquer la réalité de cette politique, sur la grande scène de la Fête de l'Humanité, en récitant les paroles de *L'Internationale*. C'est assez affligeant.

**Pierre Royan**

## L'amour pour un cheval de retour

L'ancien Premier ministre de droite Dominique Galouzeau de Villepin a été chaleureusement applaudi à la Fête de l'Humanité, avant de faire la Une du quotidien du Parti communiste.

Sans doute cet enthousiasme est-il lié au fait qu'après les élections législatives, en juillet dernier, Villepin a plaidé pour que Macron nomme un Premier ministre du Nouveau Front populaire...

Devenu Premier ministre en 2005, Villepin a poursuivi les privatisa-

tions (Gaz de France, parts dans Alstom, Aéroports de Paris, sociétés d'autoroutes...). En 2006, il a lancé le contrat première embauche (CPE), qui devait permettre à un patron de licencier sans motif un salarié jeune pendant les deux années suivant son embauche. Après des se-

maines de manifestations mobilisant des centaines de milliers de jeunes et de moins jeunes, le gouvernement avait dû jeter l'éponge.

Villepin critique le soutien français à Israël, et sans doute le parti de Fabien Roussel regrette-t-il le temps béni où les gouvernements français, au lieu de s'aligner sur les États-Unis comme le fait Macron, cherchaient à marquer un peu



d'indépendance. Mais cela ne faisait pas pour autant de De Gaulle ou de Chirac des amis des travailleurs,

ni des bienfaiteurs des peuples des anciennes colonies françaises.

**Michel Bondelet**

# Migrants dans la Manche : **gouvernements criminels**

**De nouveau, dans la nuit du 14 au 15 septembre, des migrants ont payé de leur vie leur tentative de traverser la Manche pour atteindre l'Angleterre. Leur embarcation de fortune s'est déchirée sur des rochers près de la côte. Sur les 59 passagers, huit sont morts et six autres ont été blessés, dont un nouveau-né.**

Le préfet du Pas-de-Calais s'en est pris aux passeurs, dont l'appât du gain expliquerait les 46 morts dans la Manche depuis janvier 2024. Il s'est félicité de l'augmentation de 15 % des interpellations de passeurs

cette année. L'État ferait de son mieux, selon lui, pour les arrêter à temps et empêcher qu'ils mènent à la mort ceux qui tentent d'échapper à la guerre et à la misère, à l'impossibilité d'avoir un avenir dans leur

pays, ou qui cherchent à rejoindre leur famille.

C'est passer sous silence la responsabilité des États français et anglais. Si les migrants sont obligés de prendre toujours plus de risques pour tenter d'atteindre les côtes anglaises, c'est bien le résultat de deux politiques étatiques également criminelles. Depuis les années 2000, les autorités britanniques et françaises ont conclu un accord, renouvelé à plusieurs



VOX

reprises et financé par la Grande Bretagne, pour que l'État français se charge d'empêcher le franchissement de la Manche par les migrants. Sous la pression continue des autorités, des policiers harcèlent les migrants qui en sont réduits à prendre toujours plus de risques. Lorsque les autorités françaises limitent l'acquisition de canots par les réseaux de passeurs, le nombre de migrants par bateau augmente, rendant la traversée toujours plus dangereuse. Comme le disait une des habitantes des côtes françaises

concernées, « c'est de l'assassinat passif » que commettent les États français et britannique lorsqu'ils interdisent aux migrants la traversée légale. Le recours à la traversée par la mer est d'ailleurs la conséquence de l'interdiction de plus en plus efficace du passage par le tunnel sous la Manche. La seule réponse à ce problème serait de reconnaître la liberté de circulation et d'installation des migrants. Sous la pression constante de la démagogie anti-immigration, aucun gouvernement n'en a le courage.

**Inès Rabah**

## Saint-Denis : l'administration fabrique des sans-papiers



Devant la sous-préfecture de Saint-Denis.

**Chaque matin aux aurores, des dizaines de personnes se massent devant les grilles de la sous-préfecture de Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, pour renouveler leur titre de séjour.**

Ce bâtiment, installé dans l'ancienne Banque de France, vient d'être rénové et abrite de très grandes salles, mais pour les travailleurs étrangers qui viennent pour leur titre de séjour, on ne déroule pas de tapis rouge comme pour les touristes aisés pendant les JO ! Qu'il pleuve ou qu'il vente, c'est dans la rue, sans aucune organisation et dans la bousculade, que doivent se masser celles et ceux qui ont un rendez-vous. Ils se mêlent à ceux qui viennent parfois tous les jours pour réussir à en obtenir un ou simplement pour remettre un document.

Aucun employé ne vient les voir. Parfois c'est un agent de sécurité en gilet blanc, parfois un pompier en gilet rouge, qui est envoyé pour récupérer les documents à travers les grilles, et pour ouvrir la porte à ceux qui ont eu la chance d'obtenir, enfin, le droit de rentrer. Parvenir à obtenir un rendez-vous

relève en effet du parcours du combattant : il est impossible de prendre un rendez-vous par téléphone. Ils sont mis en ligne de façon aléatoire sur Internet et préemptés souvent immédiatement par des trafiquants qui veillent 24 heures sur 24 pour en faire commerce en les revendant de 50 à 500 euros.

Cette situation n'est pas spécifique à Saint-Denis. La plupart des préfectures connaissent les mêmes pratiques scandaleuses. En fait, c'est une politique qui revient à stopper les demandes de titre de séjour, mais aussi le renouvellement de ceux existant déjà.

À Saint-Denis, un collectif d'habitants vient de se mettre en place pour dénoncer cette situation. À sa première réunion, une militante de la cité du Franc-Moisin a rapporté que des personnes empêchées de renouveler leur titre de séjour avaient perdu leur travail et croulaient

sous des dettes de loyer importantes. De même, des retraités étant en France depuis des dizaines d'années se trouvent en situation d'être expulsés, leur titre de séjour de dix ans n'ayant pas pu être renouvelé ! À d'autres, la préfecture dit ne pas avoir connaissance du titre de séjour qu'ils peuvent pourtant montrer et refuse pour ce motif de le renouveler. Parfois, elle prétend avoir perdu leurs empreintes !

Le collectif a prévu d'être présent devant la sous-préfecture pour aider à l'organisation des demandeurs et faire face à cette situation, créée de toutes pièces par l'administration. Il serait facile d'organiser les demandes de papiers correctement, dans le respect des personnes, mais l'État et son administration contribuent ainsi à rendre la vie impossible à une partie des travailleurs. Dénoncer cette façon dont les travailleurs immigrés sont traités fait partie de la lutte pour l'unité de la classe ouvrière.

**Correspondant LO**

## RN : en quête de respectabilité

**Le RN entend incarner une « opposition constructive » au gouvernement en préparation, a déclaré Jordan Bardella samedi 14 septembre devant les parlementaires du parti réunis à l'Assemblée nationale.**

La formule vient compléter celle de la prétendue « surveillance démocratique » que les élus RN exerceraient sur Barnier. Bardella a tout simplement rappelé que, pour l'heure, le RN n'envisageait pas de censurer le futur gouvernement à l'Assemblée nationale. D'une façon en apparence plus musclée, Marine Le Pen a déclaré qu'elle souhaitait une nouvelle dissolution dans un an, quand le délai prévu par la Constitution sera atteint. La formule permet au RN de se présenter comme une alternative à Macron, dans un an. En attendant, le RN se comportera comme un parti responsable refusant de participer « au désordre institutionnel et au chaos démocratique », selon la formule de Bardella.

Pour ne pas apparaître, vis-à-vis de ses électeurs, comme un soutien du macronisme, le RN doit conserver une posture d'opposant, obtenant des concessions de la part du futur gouvernement. Il les obtiendra sans difficulté car Barnier n'aura pas à forcer sa nature en s'attaquant aux travailleurs immigrés.

Pour obtenir les voix de travailleurs désorientés, le RN a longtemps entretenu l'image d'un parti « anti-système » s'opposant à la « bande des quatre », désignant ainsi les partis traditionnels. Dans les marchandages actuels, le RN apparaît pour ce qu'il est : un parti comme les autres qui veut prendre toute sa place dans le système politique de la bourgeoisie.

**Boris Savin**

## Enseignement: économies au programme

Un rapport commun de l'Inspection générale de l'Éducation nationale et de l'Inspection des finances prévoit de réduire les dépenses d'éducation, en s'appuyant sur la diminution prévue du nombre d'élèves.



Ce rapport, commandé par Élisabeth Borne et rendu en avril, vient seulement d'être publié. En ces temps de préparation du budget de l'État, alors que le déficit public explose, les ministères cherchent tous comment faire des économies. Les auteurs du rapport ont prévu qu'en faisant la chasse aux classes où les effectifs sont un peu plus réduits qu'ailleurs, et donc en surchargeant les autres, plusieurs centaines de classes de l'école élémentaire et plus d'un

millier dans le secondaire pourraient être fermées.

Prenant pour prétexte que le dédoublement des classes de CP, CE1 et grandes sections de maternelle dans les réseaux d'éducation prioritaire n'est pas suffisamment efficace, ils envisagent de faire passer les effectifs de 12 à 13, ou à 14 et jusqu'à 17 élèves. Selon le choix retenu, cela permettrait de fermer de 117 à 2 359 classes et d'économiser autant de postes de professeurs. Le ministère envisage aussi la fermeture de petits établissements scolaires: 1 925 écoles et 33 collèges seraient visés. Les élèves seraient envoyés dans d'autres établissements, ce qui rallongerait leur temps de trajet.

L'administration a bien préparé le travail du futur ministre de l'Éducation, qui n'aura plus qu'à choisir quel degré d'économies il imposera. Car, quel que soit son nom, on sait qu'il aura à cœur d'économiser sur les budgets utiles à la population pour pouvoir consacrer l'argent de l'État à l'aide au patronat.

Le seul scénario qui n'est pas envisagé serait de profiter de la situation pour réduire les effectifs des classes, alors que la France est un des pays riches où elles sont les plus chargées, et permettre à chaque enfant d'apprendre dans de meilleures conditions.

Hélène Comte

## Scolarisation des handicapés: où sont les progrès?

« L'Éducation nationale s'est organisée et transformée pour accueillir des élèves handicapés », a déclaré le président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, suite à la publication, le 16 septembre, d'un rapport sur la scolarisation des élèves en situation de handicap.

Ce rapport parle même d'un succès « indéniable ». Voilà un satisfecit qui n'est partagé ni par les enseignants et le personnel en charge de l'accompagnement de ces jeunes, ni par leurs parents, ni par les jeunes eux-mêmes.

Il souligne le fait que les effectifs des élèves handicapés en milieu scolaire ont triplé de 2006 à 2022. Mais cela ne dit rien des besoins réels. Or, à la rentrée 2024, des milliers de ces enfants se sont retrouvés sans solution de scolarisation adaptée, selon l'Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptes

(Unapei). « Même si de plus en plus d'enfants en situation de handicap sont accueillis à l'école, les difficultés persistent », a déclaré fin août Sonia Ahehehinou, la vice-présidente de l'Unapei, cela en raison notamment du manque d'accompagnants (AESH). Selon l'association, pour ne citer qu'un exemple, dans l'Eure, seuls 27 % des jeunes en situation de handicap ont accès à moins de six heures de cours hebdomadaires.

Contrairement à ce qu'affirme sans rire le rapport de la Cour des comptes il n'y a pas de « recours massif » aux AESH. Bien au

contraire, en 2023, on comptait 78 816 agents en équivalents temps plein, soit à peu près le double de personnel en chair et en os, pour près de 440 000 élèves handicapés scolarisés dans des établissements scolaires non spécialisés.

Quant aux classes spécifiques créées au sein des établissements scolaires afin de permettre aux jeunes, dont le handicap le nécessite, de disposer d'un enseignement adapté, leur existence est régulièrement menacée. L'Éducation nationale supprime en effet chaque année des heures nécessaires à leur maintien.

Faute de moyens suffisants, pour ces jeunes et leur famille, le simple fait de s'inscrire dans un établissement scolaire, reste un parcours du combattant.

Aline Retesse



Dans un rapport daté du 13 septembre, la Cour des comptes dresse un bilan peu flatteur du service national universel (SNU), cinq ans après son lancement et alors que Macron a réitéré en juin son souhait de le voir généralisé à tous les jeunes âgés de 15 à 17 ans d'ici 2026.

Cette marotte présidentielle pour embrigader la jeunesse et la faire marcher au pas n'a pas eu le succès escompté par ses promoteurs. En 2023, environ 40 000 jeunes ont participé à des séjours dits « de cohésion » de douze jours, au lieu des 64 000 attendus.

Le rapport pointe de nombreux dysfonctionnements. À commencer par le sous-effectif des équipes d'encadrement qui

entraîne une « dégradation sensible des conditions de travail des personnels » au sein des services régionaux et départementaux chargés de la jeunesse. Il indique aussi de nombreux retards de paiement des salaires et indemnités. En revanche, il se garde bien d'évoquer les cas de violences physiques ou de brimades dont se seraient rendus coupables un certain nombre de gálonnés. Les rapporteurs considèrent que la généralisation du SNU à environ 800 000 jeunes par an poserait des problèmes financiers et logistiques, et ils appellent à une clarification rapide. La seule qui serait satisfaisante serait la fin pure et simple de cette mascarade.

David Mencas



### Nos lecteurs écrivent

## Lycée Germaine-Tillion – Le Bourget: un mouvement qui a payé

Voici trois ans que le lycée Germaine-Tillion du Bourget, en Seine-Saint-Denis, est privé d'assistante sociale. En plus des 700 élèves, ce lycée héberge également le Microlycée 93 qui accueille 50 jeunes déscolarisés, souvent dans une grande précarité.

Depuis trois ans, les courriers, les alertes sont restés

sans réponse. Fin juin, nous nous sommes quittés en promettant que la rentrée n'aurait pas lieu si le bureau de l'assistante sociale était encore vide. Le rectorat de Créteil a continué de faire la sourde oreille. Femmes et hommes de parole, nous avons tenu notre promesse: dès la rentrée, trois jours de grève massivement suivie,

avec plus de 50 grévistes présents en assemblée générale. Nous avons discuté à bâtons rompus des politiques d'économies dans l'éducation, de la vie de plus en plus difficile dans les quartiers populaires. C'est ainsi que l'on a décidé de transformer la luxueuse banderole de la région fixée à l'occasion des JO, qui dit

maintenant: « La région Île-de-France est fière de vous accueillir dans un lycée sans assistante sociale, ni moyens humains suffisants », et de rendre visite à nos collègues des collèges voisins qui vivent la même situation que nous.

Une délégation a été reçue avec des parents d'élèves très remontés.

Nous avons visiblement su nous faire comprendre car, le lendemain, le poste était pourvu. La rentrée s'est faite en fanfare, joyeuse et solidaire. Les liens ainsi créés pendant les assemblées générales seront bien utiles pour nos combats futurs.

Une lectrice assidue

## Viols de Mazan : révélateurs d'une société

**Le procès des viols de Mazan a débuté lundi 2 septembre. Par l'ampleur des faits reprochés – des viols répétés pendant dix ans, avec soumission chimique –, par le profil « Monsieur-tout-le-monde » des 51 accusés à qui le mari offrait sa femme, ce procès n'est pas que celui d'un fait divers particulièrement sordide.**

Gisèle Pélicot, la victime, fait du procès un combat et un symbole de la lutte contre les violences faites aux femmes, réclamant courageusement qu'il soit public, qu'il ne soit pas confiné au huis clos de la sphère intime comme si ce n'était qu'un drame privé. Les milliers de femmes et d'hommes qui ont manifesté samedi 14 septembre à l'appel d'associations féministes ont crié leur indignation face à une situation dramatique qui perdure. Plus de 200 000 viols ou tentatives de viol ont lieu en moyenne chaque

année, dont seule une infime partie donne lieu à des dépôts de plainte, et une partie encore plus infime à des condamnations. Quant aux femmes tuées par leur compagnon ou ex-compagnon, rien que depuis le début de l'année, elles ont été 98.

Alors oui, on ne peut que se demander comment, au 21<sup>e</sup> siècle, dans une société prétendument développée, une telle barbarie est encore possible. Celle-ci n'est pas seulement le fait de l'agression des hommes. Elle est le fruit de toute une

organisation sociale basée sur des rapports d'exploitation et de domination, et qui charrie et entretient de nombreuses idées réactionnaires. L'organisation de la justice, de l'éducation, de la santé, rien n'est pensé ni organisé pour combattre les préjugés et les attitudes sexistes. L'État entretient le conservatisme social en perpétuant un ordre basé sur la propriété et l'oppression. Les femmes sont bien souvent enfermées dans les liens du mariage – comme en témoignent les propos de certains accusés affirmant qu'ils ne pensaient pas commettre un viol, puisque le mari était d'accord. Bien des femmes sont enfermées dans la famille, l'immense majorité des tâches domestiques, reposant sur elles, notamment en ce qui



concerne les enfants. Elles sont enfermées dans une dépendance économique et financière, subissent des temps partiels imposés, sont payées en moyenne 25 % de moins que les hommes. Si les violences sont commises par des hommes, elles sont encore de fait plus largement autorisées par cette société.

Au 19<sup>e</sup> siècle, le socialiste Charles Fourier affirmait qu'on peut mesurer le degré de civilisation d'une société au degré d'émancipation

des femmes. Pour se perpétuer, la société capitaliste s'appuie sur toutes les barbaries et les préjugés les plus réactionnaires, le racisme, la misogynie. Ces violences ne cesseront qu'avec la transformation complète de la société, qui seule révolutionnera les rapports humains en mettant fin à la concurrence et à l'oppression. C'est pourquoi le combat pour les droits des femmes est indissociable du combat communiste.

Camille Paglieri

## Crèches : profitables sauf aux bébés

**Après les Ehpad, les crèches : après avoir dénoncé dans son livre « Les Fossoyeurs » la maltraitance dans les maisons de retraite du groupe Orpea, le journaliste Victor Castanet vient de terminer une nouvelle enquête, « Les Ogres », sur les conditions d'accueil des jeunes enfants dans certaines crèches privées.**



Interviewé sur France inter le 17 septembre, la veille de la sortie de son livre, Victor Castanet a expliqué qu'il s'agissait de dénoncer une fois de plus la façon dont les plus vulnérables, les enfants ou les personnes âgées, sont traités dans une société « obsédée par la rentabilité ».

Son enquête a porté sur quelques-uns des groupes privés accueillant les tout petits, parmi lesquels People and Baby, dont une crèche à Lyon a connu un drame, avec la mort d'une petite fille par

empoisonnement, ou le cas d'une autre crèche privée près de Lille où neuf enfants ont été victimes de maltraitances et de coups. Dans cette interview, l'auteur a rappelé comment l'optimisation des coûts mène aux économies de couches, de repas, de personnel, quitte à mettre en danger la santé et la sécurité des tout-petits. Il a évoqué également les liens entre la Fédération des crèches privées et l'ancienne ministre Aurore Bergé, qui se défend d'avoir eu de la complaisance envers les acteurs privés.

Ce n'est pas la première fois que cette situation fait la une de l'actualité : un rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) publié en mars 2023 avait déjà dénoncé, après enquête dans toutes sortes de crèches collectives, la pénurie de professionnels, leur épuisement pouvant entraîner des carences affectives chez les enfants, des négligences ou des violences.

Toute la politique gouvernementale, depuis les années 2000, a consisté à se décharger de ce secteur social, parmi d'autres, en réduisant légalement le nombre d'encadrants et leur formation, donc leur paye, et en donnant aux groupes privés un accès aux subventions étatiques. Non seulement ces groupes ont prospéré grâce à leurs établissements propres mais ils ont aussi fourni à des municipalités et à des collectivités locales des services clé en mains, à bas-coûts, accessibles à leurs moyens réduits.

Tel est le résultat de cette mainmise des fonds privés sur le secteur social, pour leur plus grand bien, au prix de la dégradation des services, des crèches aux Ehpad en passant par l'hôpital.

Sylvie Maréchal

## Fête du sport : bluff olympique

Face au rejet que suscite sa politique, Emmanuel Macron a une branche à laquelle il pense pouvoir se raccrocher : les Jeux Olympiques. Même ceux-ci finis, il s'y suspend avec l'énergie du désespoir.

À peine les jeux étaient-ils clos qu'il annonçait l'instauration d'une Journée nationale du sport chaque 14 septembre, à l'image de la Fête de la musique. On a aussi eu droit à la grande parade des athlètes et des bénévoles sur les Champs-Élysées et à la décoration des médaillés olympiques.

Des associations sportives, tout en n'étant pas opposées à l'initiative de cette journée, ont aussitôt rappelé que de telles fêtes sont déjà organisées dans la plupart des communes et des départements, mais surtout que c'est d'abord de moyens que manquent les activités sportives. Pour en faire, il faut des stades, des

équipements qui ne soient pas vétustes, des piscines. Il faut aussi des encadrants. Dans l'enseignement, il manque des professeurs d'éducation physique et sportive pour pouvoir assurer une formation correcte des élèves. Dans les clubs, le fonctionnement repose souvent sur des bénévoles dont la bonne volonté a des limites. Quand il faut payer des formateurs professionnels, le prix de la licence est la variable d'ajustement dont l'augmentation écarte les familles les plus pauvres. L'État intervient fort peu dans les dépenses liées au sport. Ce sont les départements et surtout les communes qui subventionnent les associations et financent le fonctionnement et l'entretien des installations.

Macron fait de la communication mais le bluff n'est pas encore une discipline olympique.

Daniel Mescla

# Ukraine-Russie : avant des négociations, l'hécatombe continue

Zelensky, le chef de l'État ukrainien, va rencontrer le président Biden lors de l'assemblée générale de l'ONU à New York, fin septembre. Il a claironné qu'il attend de lui et de ses alliés de l'OTAN qu'ils lui livrent des missiles longue portée pour aller frapper en Russie même, loin de la ligne de front.



RUSSIAN-DEFENCE-MINISTRY-PRESS-SERVICE

Artilleurs russes en septembre 2024.

Poutine a aussitôt fait savoir qu'un feu vert occidental en ce sens serait une entrée en guerre de l'OTAN contre la Russie, qui y répliquerait en conséquence. Il n'a pas précisé comment, mais nombre de commentateurs déclarent que, venant d'une puissance nucléaire, il ne faudrait pas négliger ses menaces.

En deux ans et demi de guerre, Moscou a plusieurs fois fixé au camp d'en face des « lignes rouges », que Kiev et l'OTAN ont fini par franchir. Il y a eu l'envoi en

Ukraine de chars lourds, pourtant d'abord exclu; puis celui d'avions F-16, eux aussi d'abord sous embargo; plus récemment, alors que l'Occident disait refuser d'étendre le conflit en Russie, on a vu des drones d'attaque ukrainiens frapper de plus en plus souvent, et en profondeur, des objectifs civils, économiques et militaires russes, dont Moscou. Et depuis le 4 août, des brigades ukrainiennes ont pénétré en Russie et occupent une partie de la région de Kursk.

Dans cette escalade, la fourniture à Kiev d'armes occidentales de plus en plus puissantes et perfectionnées tient une place centrale. Face à cela, le Kremlin ne pouvait pas ne pas suivre. Outre qu'il a conclu des contrats de fourniture massive d'obus et de drones avec la Corée du Nord et l'Iran, il n'a cessé d'accroître le nombre de soldats engagés en Ukraine. Fin 2023, le demi-million était déjà bien dépassé, selon Poutine. Et pour la troisième fois, il vient d'ordonner qu'on augmente les effectifs de son armée. Ces 180 000 hommes supplémentaires remplaceront ceux qui sont tués et blessés chaque jour sur le terrain, même si Moscou, tout comme Kiev, tient secrètes les données chiffrées de ce bain de sang.

De façon similaire, Poutine et Zelensky ne cessent de limoger des hauts-gradés et des dirigeants, dont ces dernières semaines leurs ministres de la Défense respectifs. C'est qu'il leur faut faire croire à leur population, sommée de fournir de la chair à canon, que le pouvoir reconnaît ses souffrances. Et il leur faut aussi paraître sanctionner ceux qu'ils désignent comme responsables des échecs militaires, de la boucherie permanente pour

quelques kilomètres pris à l'ennemi, mais aussi des bombardements meurtriers d'immeubles d'habitation, d'écoles, de centres commerciaux de part et d'autre de la frontière.

Quand il déclare que, pour les mois qu'il lui reste à passer à la Maison-Blanche, il va aider au maximum l'Ukraine à résister militairement, Biden promet que l'hécatombe va continuer et s'accroître. Mais pratiquement le même jour, le chancelier allemand, Olaf Scholz, qui recevait le président ukrainien sur une base militaire américaine en Allemagne, a semblé prendre le contre-pied de Biden. Il a déclaré que son pays, premier contributeur européen d'aide militaire à l'Ukraine, réduirait sa part de moitié, et il a appelé Zelensky à engager au plus vite des négociations de paix avec Moscou. Mais il a aussi confirmé l'envoi à l'Ukraine de douze canons automoteurs PzH-2000.

Il est difficile de démêler dans les dires de Biden ou de Scholz ce qui relève de postures de politique intérieure, du bluff diplomatique, du soutien à leurs industriels de l'armement ou de la volonté de mettre un terme à un conflit qui a fortement affecté l'économie allemande. Mais le conflit peut aussi être

vu par des cercles dirigeants américains comme les détournant trop de leur ennemi principal, la Chine.

En fait, et bien qu'ils ne l'évoquent guère officiellement, les États-Unis et leurs alliés n'excluent pas de négocier un arrêt au moins provisoire de cette guerre avec la Russie. Après la « conférence de paix » de juin en Suisse, en l'absence d'une délégation russe, les dirigeants américains et européens ont insisté pour que la Russie participe à la prochaine. Ainsi, à l'assemblée générale de l'ONU où la question de la guerre sera discutée, Zelensky sera présent, mais aussi le ministre des Affaires étrangères de Poutine.

Cela ne signifie pas que les combats vont cesser ni ralentir bientôt. Au contraire: chaque camp veut avancer ses pions, dans le Donbass ou autour de Kursk, pour améliorer le rapport de force dans la perspective de négociations à venir. Cela peut prendre du temps et signifier une masse de destructions, de morts et d'estropiés civils et militaires de plus. Car les dirigeants des grandes puissances ne peuvent conclure une paix que comme ils font la guerre: avec la peau des peuples.

**Pierre Laffitte**

## Maroc : déploiement policier contre les migrants

Dimanche 15 septembre, des centaines de jeunes Marocains se sont regroupés pour tenter de franchir la barrière séparant l'enclave espagnole de Ceuta du territoire marocain qui l'entoure.

Pour les empêcher de passer, des centaines de policiers et autres hommes en armes ont été déployés, accompagnés de véhicules anti-émeutes et de vedettes rapides destinées à poursuivre ceux qui tentaient la voie maritime. Les affrontements

ont été violents, avec des blessés graves et de véritables chasses à l'homme dans la nuit de samedi à dimanche à Fnideq, ville frontalière de Ceuta. Un millier de jeunes ont été arrêtés et expulsés vers des villes éloignées de plusieurs centaines

de kilomètres.

Les forces de police marocaines étaient en première ligne, contrairement à des épisodes précédents où le régime marocain avait été un peu plus complaisant car il se servait de cette « carte-migrants » pour faire pression sur le gouvernement espagnol. Du côté de celui-ci, c'était comme d'habitude la violence et la répression contre ceux qui voulaient

entrer dans l'enclave.

Il s'agit en effet de rendre l'Europe forteresse hermétique dans ce bout de territoire espagnol situé en plein Maroc, conséquence de l'histoire coloniale. Pour cela, tous les moyens sont bons, avec en particulier un mur de six mètres de haut érigé tout autour de l'enclave, hérissé de barbelés garnis de lames coupantes, éclairé et gardé en permanence.

Mais plus les dirigeants européens accumulent les obstacles pour décourager les candidats à la migration, plus ceux-ci s'organisent pour les contourner. En mars 2022, plusieurs milliers de migrants africains s'étaient lancés à l'assaut du mur, et 800 d'entre eux étaient parvenus à passer en s'aidant

d'échelles et de crochets qu'ils avaient confectionnés. Cette fois-ci, la proposition de « prendre d'assaut Ceuta » a été lancée sur les réseaux sociaux marocains et a été suivie par des centaines de jeunes aspirant à une vie moins dure, et prêts à affronter les policiers pour y parvenir.

Ces tentatives de passage en force ne pourront que se multiplier, car la pauvreté grandissante et l'absence de perspectives donnent l'énergie du désespoir aux jeunes qui veulent rejoindre l'Europe. Face à cela, la seule réponse répressive ne peut que conduire à plus de blessés et de morts. Les autorités européennes en portent l'entière responsabilité.

**Valérie Fontaine**



EURONEWS

Les jeunes migrants à Fnideq le 15 septembre.

## Iran : les femmes ne plient pas

Deux ans après la mort de Mahsa Amini sous les coups de la police des mœurs iranienne, et malgré la répression impitoyable contre la révolte déclenchée par cet assassinat, le régime de la République islamique n'a pas réussi à briser les femmes qui refusent de se soumettre.

Dimanche 15 septembre, pour commémorer le début de ce mouvement Femme, vie, liberté, 34 femmes du quartier des femmes de la prison d'Évin près de Téhéran, où des milliers de prisonniers politiques sont détenus, ont entamé une grève de la faim « contre les politiques oppressives du gouvernement ». Elles ont enregistré et diffusé vers l'extérieur des chants et des messages de lutte affirmant « Nous tiendrons bon jusqu'au bout » et « Nous refusons de plier » !

Certaines de ces femmes, militantes syndicales, avocates, comme Sepideh Qolian, journalistes ou démocrates,

comme la défenseure des droits de l'homme et prix Nobel de la paix 2023 Narges Mohammadi, ont été jetées en prison bien avant la révolte de 2022, suite à des grèves, des actions politiques ou des prises de position hostiles au régime. D'autres les ont rejointes au cours de ces mois qui ont ébranlé le régime, entre septembre 2022 et le printemps 2023.

Plus de 14 000 personnes, femmes et hommes, issues des classes populaires comme des milieux intellectuels ou artistiques, avaient alors été arrêtées, certaines condamnées à mort et exécutées. Quelque 500 manifestants

avaient été abattus par la police, dans la rue ou dans les commissariats. Si cette répression massive a arrêté les actions collectives, la contestation n'a jamais cessé.

Encore aujourd'hui, surtout à Téhéran, des femmes continuent de sortir tête nue, dans la rue, le métro et d'autres lieux publics. Elles bravent avec un grand courage la police des mœurs qui a repris ses rondes, s'exposant à des amendes, à la perte de leur emploi mais aussi à des arrestations, des tabasages et des procès.

Si les reportages faits en Europe parlent surtout des milieux de la petite bourgeoisie tournée vers l'Occident, la haine contre le régime est partagée dans les classes populaires. En plus de l'absence de liberté d'expression, celles-ci sont confrontées aux pénuries et à la vie chère



Sur un marché de Téhéran en janvier 2023.

engendrées par l'embargo américain et les monopoles que s'arrogent les dignitaires du régime, aux salaires impayés ou bien trop faibles pour payer le nécessaire.

Cette défiance s'est exprimée lors de l'élection présidentielle anticipée qui s'est tenue les 28 juin et 5 juillet, après la mort accidentelle du conservateur Ebrahim Raïssi. Massoud Pezeshkian, le candidat dit réformateur a été élu, mais plus de 60 % des électeurs ont refusé de se déplacer, dénonçant avec leurs pieds la mascarade électorale

organisée par le régime. Dernièrement, Pezeshkian s'est senti obligé d'annoncer que la police des mœurs « ne dérangera plus les femmes » et qu'il va « alléger les restrictions sur Internet » qui est en réalité surveillé, de nombreuses applications étant inaccessibles depuis deux ans.

Ces promesses, même mensongères, montrent que la mobilisation de la population, et en particulier de la jeunesse et des femmes, se maintient et gêne le régime.

**Xavier Lachau**

## Chine : les retraites des travailleurs attaquées

Le 13 septembre, le gouvernement chinois a annoncé qu'il comptait reculer l'âge de départ à la retraite des travailleurs.

Ainsi, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, si les travailleurs chinois ne s'y opposent pas, l'âge de départ à la retraite devrait progressivement passer de 60 à 63 ans pour les hommes, de 55 à 58 ans pour les femmes cadres et de 50 à 55 ans pour les ouvrières et les employées. La loi prévoit également d'étendre la durée minimale d'activité professionnelle donnant droit à une retraite de 15 à 20 ans. Ces mesures visent à augmenter le nombre de travailleurs disponibles, afin de faire pression sur les salaires. C'est une réelle régression sociale pour des centaines de millions de travailleurs.

Pendant longtemps, les dirigeants chinois n'ont pas osé toucher à cet âge de départ à la retraite, acquis aux lendemains de la révolution nationaliste de 1949. Quand ils ont privatisé de larges pans de l'économie dans les années 1990 et 2000, ils se sont surtout appliqués à démolir le régime du « bol de riz en fer » qui, dans les entreprises publiques et dans l'État, assurait en tout cas aux travailleurs un logement et un minimum de pension et de prestations sociales.

Depuis la fin des années 1990, les salariés et les employeurs sont tenus de cotiser au système de retraite. Mais depuis une dizaine d'années, le taux des cotisations patronales ne cesse de baisser. De plus, nombre d'entreprises ne payent pas aux caisses ce qu'elles leur doivent. Si ces caisses se sont vidées, on comprend qui en a profité.

La qualité des retraites ne dépend pas que de l'âge de départ. En Chine, elles ne sont pas les mêmes selon qu'on est employé en milieu urbain ou rural. Mais dans tous les cas, les pensions sont insuffisantes, les retraités doivent travailler ou compter sur la famille pour survivre. Ainsi, dans les grandes villes, les pensions ne couvrent en moyenne que 75 % du revenu des retraités. Dans les milieux « ruraux et urbains », les villes plus petites, cette couverture tombe à 50 % et elle tombe à 10 % à la campagne.

Et puis des centaines de millions de travailleurs n'arrivent pas à faire valoir leurs droits à la retraite. Ainsi, 80 % des travailleurs migrants, ceux qui ont quitté leur zone de résidence pour venir travailler dans

les centres urbains, et qui étaient 285 millions fin 2020, ne sont pas couverts par le régime de retraite urbain où ils travaillent. Ils peuvent travailler plus de 15 ans sans que les entreprises aient payé les cotisations qui leur sont dues, et dans ce cas leurs années de travail ne seront pas comptabilisées.

Les 200 millions de travailleurs dits flexibles ont aussi des difficultés à obtenir une pension de vieillesse. Comme nombre de migrants, ils n'ont souvent pas de contrat de travail ou ont changé plusieurs fois de juridiction et

ne peuvent pas satisfaire à l'exigence de 15 ans de travail dans un district donné.

Les raisons invoquées par le gouvernement chinois pour revoir le régime des retraites ressemblent à s'y méprendre à celles que les gouvernements occidentaux mettent en avant pour mener les mêmes attaques. Il parle du vieillissement de la population, des caisses vides, mais jamais des fortunes accumulées par la nouvelle bourgeoisie chinoise et les cadres dirigeants du parti. S'il a tant attendu avant d'annoncer ce recul de l'âge des

retraites, c'est par crainte des réactions sociales. Ainsi, en février 2023, des dizaines de milliers de retraités ont manifesté contre l'amputation des remboursements de leurs dépenses de santé. Et les travailleurs chinois voient bien qu'on va les obliger à travailler plus longtemps alors que de plus en plus de jeunes ne trouvent pas de travail.

En Chine, le capitalisme est des plus sauvages, mais face à lui les centaines de millions de travailleurs pourraient reprendre conscience qu'ils sont une véritable force.

**Serge Benham**



# États-Unis : la grève chez Boeing

Depuis le 13 septembre, la production des usines Boeing du nord-ouest des États-Unis est arrêtée : la grève paralyse l'un des deux plus gros constructeurs aéronautiques du monde.

Pourtant la direction de Boeing et celle du syndicat des machinistes et travailleurs de l'aérospatiale (IAM) s'étaient entendues pour éviter la grève. Lors des négociations pour un nouveau contrat de travail collectif, un accord avait été conclu comportant une augmentation de salaire de 25 % sur les quatre prochaines années. Une cadre dirigeante de Boeing l'avait qualifié d'« offre historique ». Le même son de cloche venait de la direction syndicale, qui avait expliqué aux travailleurs : « Nous pouvons honnêtement dire que cette proposition est le meilleur contrat que nous ayons jamais négocié au cours de notre histoire. » L'appareil syndical avait aussi exprimé son manque de confiance dans la force des travailleurs

en expliquant : « Nous ne croyons pas pouvoir obtenir plus par la grève. » Avec la prime de 3 000 dollars promise à chaque salarié en cas de vote favorable à l'accord, tout était fait pour qu'ils l'approuvent.

Mais les travailleurs n'ont pas été de cet avis. Les 25 % promis ne rattrapaient même pas l'absence d'augmentations de salaire de ces seize dernières années, notamment au regard de l'inflation depuis 2020. De plus ils avaient en travers de la gorge les licenciements massifs subis lors de la pandémie, et ceux plus récents pour maintenir les profits malgré les amendes et les difficultés commerciales dues aux manquements à la sécurité ayant engendré catastrophes aériennes et incidents à répétition. Cela alors que Boeing



STEPHEN BRASHEAR-AP

Chez Boeing, à Renton-Washington.

a distribué ces dernières années 31 milliards de dollars en dividendes, gaspillé 43,5 milliards en rachat de ses propres actions et que son PDG, démissionnaire depuis, a été augmenté de 45 % en 2023.

Désavouant les dirigeants syndicaux, les 33 000 syndiqués concernés par le contrat – sur les 150 000 salariés de Boeing aux États-Unis – ont

ainsi voté à 94,6 % contre l'accord a minima qui leur était proposé. Dans la foulée, ils ont voté la grève à 96 % avec comme objectif d'obtenir 40 % d'augmentation au cours des trois prochaines années, au lieu de ces 25 % sur quatre ans.

Le poids de ces dizaines de milliers de travailleurs, leur détermination massive à se battre pour faire plier leur patron, s'est ainsi imposé à la direction syndicale qui a dû faire volte-face. Ces bureaucrates, jusque-là opposés à la grève, l'organisent à présent.

La paralysie d'une des plus grandes entreprises américaines a poussé le gouvernement fédéral de Biden et de la candidate Harris à intervenir, dépêchant immédiatement un médiateur. Sa tâche est de mettre fin à la grève, et c'est aussi le but de Boeing et de l'appareil syndical. Les grévistes se

trouvent donc confrontés à plusieurs ennemis – le patron, le gouvernement et la direction syndicale – qui cherchent tous les moyens de leur faire déposer les armes et reprendre le travail. Ils peuvent s'attendre à d'autres manœuvres et d'autres mensonges.

Pour l'instant ces calculs ont été bousculés par les 33 000 grévistes. Comme l'exprimait l'un d'entre eux : « La solidarité est là. J'espère que mes camarades se tiendront épaule contre épaule pour dire à la direction que nous méritons mieux. » Quel sera l'effet de cette grève importante sur les autres travailleurs de Boeing et au-delà, dont les salaires ont aussi été laminés par l'inflation ? L'issue de la lutte entamée chez Boeing dépend en partie de son éventuel effet de contagion au sein du prolétariat américain.

Lucien Détroit

## Haïti : pour les plus pauvres, un drame sanitaire

Cet article est extrait du mensuel *La Voix des travailleurs* du 6 septembre, édité par nos camarades de l'OTR-UCI (Haïti).

Les rares structures sanitaires publiques du département de l'Ouest qui rendaient un tant soit peu quelques services à la population n'ont pas résisté à la fureur des gangs. C'est le cas aussi de nombreux hôpitaux et cliniques privés qui ont cessé leurs activités. Selon certains chiffres, 70 % des infrastructures sanitaires, hôpitaux, cliniques, pharmacies, laboratoires de l'aire métropolitaine ont été vandalisés depuis six mois.

L'hôpital de l'université d'État d'Haïti, l'HUEH, considéré jadis comme le plus grand centre de formation des cadres de santé et le premier hôpital de référence pour tout le pays, est aujourd'hui dysfonctionnel. Les bandits armés avaient pris possession de ses locaux pour s'attaquer au Palais national dont il est limitrophe. Après plusieurs tentatives infructueuses, l'actuel gouvernement a renvoyé aux calendes grecques la reprise de ses activités.

Pour une famille pauvre qui doit faire face à une urgence médicale ou se procurer des soins pour une affection régulière, c'est un parcours du combattant. Devenus extrêmement rares et chers, les coûts de la santé sont hors de portée des familles qui sont au chômage ou qui gagnent peu. Une famille ouvrière au chômage raconte ainsi ses péripéties pour faire opérer un fils de 14 ans, victime récemment d'un traumatisme : tombé du haut d'un arbre, l'enfant est sorti avec une fracture des deux os de l'avant-bras et une luxation claviculaire homolatérale. Pris de panique et en pleurs, ayant réuni le peu d'argent dont ils disposaient, ses parents ont arpenté les rues avec l'espoir de trouver un endroit pour hospitaliser le gamin. Les premières démarches se sont révélées vaines. Une des cliniques de l'hôpital Médecins sans frontières leur a refusé l'hospitalisation. Ils se sont rendus ensuite dans un cabinet

privé. Mais l'argent dont ils disposaient pouvait à peine payer la consultation.

Le lendemain, un proche les a aidés à faire une radiographie. De retour dans le cabinet privé pour le suivi, le médecin orthopédiste leur a dit que ses honoraires pour l'intervention chirurgicale étaient de 147 000 gourdes, en dehors des frais d'hospitalisation et de l'achat des médicaments. Le montant a été confirmé auprès d'autres médecins. Multipliant les contacts auprès d'autres connaissances, le garçon fut hospitalisé finalement à l'hôpital La Paix, l'hôpital public où convergent tous les malades issus de la population pauvre depuis la cessation des services de l'HUEH. Au terme de dix jours d'hospitalisation, le garçon fut opéré. Les parents doivent passer sur les mauvaises conditions de l'hôpital, l'absence de moyens pour prendre en charge les patients, les péripéties encourues avant l'intervention car seul compte l'espoir pour l'enfant de retrouver l'usage de son bras.

La Voix des travailleurs

## Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 242 (septembre-octobre 2024)

- La démocratie bourgeoise en crise
- Salaires laminés par les prix : mensonges patronaux et intérêts vitaux des travailleurs
- Italie : la politique « africaine » du gouvernement Meloni
- La relance du nucléaire
- Palestine : la politique de Révolution permanente, entre mensonges et opportunisme
- Les résultats de l'extrême gauche aux élections législatives
- Les cahiers de Verkhnéouralsk, écrits de militants trotskystes soviétiques, 1932-1933 (tome 2).

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



## Martinique : **barrages contre la vie chère**

**Lundi 16 septembre au matin en Martinique, des barrages de palettes ont été mis en place aux abords de la zone industrielle de la Lézarde au Lamentin, à Ducos, à Rivière-Salée, aux abords de centres commerciaux.**

Manifestants et sympathisants du RPprac (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéennes), qui mènent depuis début septembre des actions contre la vie chère, ont changé de tactique. La nuit suivante, des échauffourées ont eu lieu entre des jeunes de milieux populaires et des forces policières dans le quartier Sainte-Thérèse de Fort-de-France.

La semaine précédente, ils avaient effectué des opérations de blocage de plusieurs grandes surfaces de l'île. Cela a été le cas au centre Océanis au Robert, à Carrefour Cluny à Schoelcher, à Carrefour Génipa à Ducos, à Carrefour Dillon, à l'entrée de Fort-de-France. Ces grandes surfaces appartiennent notamment au

groupe d'un gros possédant béké, Bernard Hayot. Les manifestants s'installent sur les parkings et bloquent les entrées des magasins durant toute la journée, se retrouvant bien souvent face aux forces de répression qui entreprennent de les déloger.

Ces manifestations de colère se sont étendues après le refus du préfet de permettre aux membres du RPprac de retransmettre en direct les deux premières séances de la table ronde organisées entre représentants de l'État, patrons de la grande distribution et représentants de la collectivité territoriale. Ces gros patrons cachent leurs bénéfices, comme ils refusent de communiquer leurs marges. Les profits cachés des capitalistes et le secret



Le 8 septembre à Dillon contre la vie chère.

des affaires, c'est aussi cela la cherté de la vie!

Par ailleurs, des salariés des magasins de grandes enseignes ont aussi décidé de donner de la voix. Lors d'une conférence de presse, jeudi 12 septembre, ils ont dénoncé leurs bas salaires et les mauvaises conditions

de travail et ont annoncé leur volonté d'arracher des augmentations de salaires et un salaire minimum à 2000 euros net.

Lors de la première manifestation du RPprac contre la vie chère, le 1<sup>er</sup> septembre, environ un millier de personnes s'étaient

rassemblées. Elles dénonçaient aussi la mise en garde à vue des leaders du mouvement. Plusieurs centaines de personnes se sont également retrouvées lors du rassemblement du 8 septembre. Elles ont manifesté aux cris de «*Matinik sé ta nou, Matinik sé pa ta yo. An bann bétché vôle nou kèye fouté you déwô*» (La Martinique, elle est à nous, elle n'est pas à eux. Bande de békés voleurs, nous allons vous foutre dehors). Ou encore: «*Bésé les prix, sé pou sa nou an lari-la. Matinik lèvé*» (Faire baisser les prix, c'est pour ça qu'on est dans la rue. Martinique debout).

Face à des prix de l'alimentation 40% plus élevés que ceux de la France hexagonale et à un appauvrissement de plus en plus important de la population et d'une grande partie des travailleurs, le mouvement contre la vie chère est loin de s'essouffler.

**Marianne Tibus**

## Hôpitaux : **les Urgences à l'abandon**

**SAMU-Urgences France, un syndicat de médecins urgentistes, a publié son rapport annuel sur l'activité des services d'Urgences. Il relève cet été «*des difficultés majeures de fonctionnement en lien avec le manque d'effectif soignant*».**

À tous les niveaux des Urgences, c'était la catastrophe. Il y avait moins de médecins dans les ambulances des SMUR (174 équipes ambulancières ont disparu), moins de médecins et de personnel infirmier aux Urgences mêmes (61% des services ont dû fermer un guichet d'accueil ou une unité d'hospitalisation de courte durée) et moins de lits pour hospitaliser les malades, la fermeture de lits étant une habitude tous les étés aux Urgences comme dans tous les services.

Ces chiffres contredisent évidemment les propos léniants du ministre de la Santé, Frédéric Valletoux, qui avait déclaré que, aux Urgences, l'été 2024 s'était mieux passé qu'en 2023... Mais comme il est démissionnaire, il ne devait pas être gêné de proférer de tels

mensonges. Pas plus que le Premier ministre, Michel Barnier, qui, en visitant le SAMU de l'hôpital Necker Enfants malades, avait déclaré qu'il ne ferait pas de miracles et qu'il y avait sûrement des économies à faire...

Malheureusement, cet appel aux économies est aussi repris par SAMU-Urgences France qui propose que soient créées des antennes de médecine d'urgence ouvertes 12 heures seulement et que d'autres structures d'urgence soient regroupées, ce qui veut dire en diminuer le nombre. Ce n'est bien sûr pas comme cela que seront résolus les problèmes des Urgences et au-delà de tous les hôpitaux.

Il ne faut pas faire mieux avec moins, comme l'avait dit déjà Macron en visitant des hôpitaux. Il faut plus de moyens financiers

et humains, plus d'argent pour embaucher et pour construire et moderniser les hôpitaux qui manquent. Il ne faut pas fermer des lits chaque été, il faut pouvoir

assurer les soins toute l'année. Pour cela il faut des financements massifs. Cet argent existe et on sait très bien où le trouver : dans les 413 milliards de crédit

militaires votés cette année, dans les superprofits des trusts pharmaceutiques, parmi les plus riches du monde.

**Cédric Duval**

## Super-yachts : **joujoux pour milliardaires**

Le salon du Yachting de Cannes s'est ouvert mardi 10 septembre. Il sera suivi, à la fin du mois, par celui de Monaco où seront présentées des unités encore plus grandes, plus luxueuses et plus coûteuses.

Il y a actuellement de par le monde environ mille super-yachts, de plus de cinquante mètres de long, valant entre 200 millions et un milliard d'euros pièce. Les chantiers ont livré 34 navires de ce type depuis le début de l'année et 117 sont en commande. Chaque milliardaire qui veut tenir son rang se doit d'en posséder un, même s'il n'y met jamais les

pièdes. Les bateaux sont payés par le biais d'habiles et obscurs montages financiers, immatriculés dans des paradis fiscaux, consomment du carburant détaxé, emploient des équipages précaires et sont souvent proposés à la location à des millionnaires un peu moins prospères. Un navire de 93 mètres, mis à l'eau en 2019, avec 31 hommes et femmes d'équipage pour 12 passagers, est ainsi proposé à 1,75 million d'euros la semaine.

Alors qu'ils ne participent en rien à la vie sociale, si ce n'est par leurs ravages écologiques, les yachts et leurs

propriétaires bénéficient de toute la bienveillance des États. La marine italienne a par exemple été mobilisée des jours durant pour retrouver les corps d'un milliardaire et de ses invités, noyés lors du naufrage du yacht Bayesian, en au large de la Sicile, le 19 août. Puis la justice a pris le relais pour déterminer les raisons du naufrage dont la presse a largement fait état. Au même moment, des centaines, peut-être des milliers de migrants tentaient de traverser la Méditerranée au péril de leur vie, dans l'indifférence.

**Paul Galois**

## 1<sup>er</sup> octobre : se faire entendre !

Le 1<sup>er</sup> octobre est la date de mobilisation de rentrée proposée par la CGT, la FSU et Solidaires aux travailleurs du privé et du public, en activité ou en retraite. Elle coïncide avec le début des débats parlementaires sur le projet de budget 2025.

Les autres confédérations n'ont pas jugé bon de se joindre à l'appel, semblant hésiter à prendre position avant le discours dit de politique générale du nouveau Premier ministre Barnier, qui pourrait se tenir au même moment, si toutefois il a lieu.

Il n'y a pourtant aucun doute sur les attaques programmées contre les travailleurs, les chômeurs et les retraités. Les consignes

données par les représentants du patronat avant la nomination de Barnier, leur satisfecit après celle-ci, la précipitation des politiciens de toute la droite, traditionnellement investis de la confiance patronale, tout promet une avalanche de coups durs.

Il est urgent, face aux prix qui ont considérablement augmenté et à la perte de pouvoir d'achat des classes populaires, d'exiger

des salaires et pensions suffisants. Il est urgent de dénoncer, une fois de plus, la réforme des retraites que la majorité des travailleurs ont refusée. Il est urgent d'imposer l'arrêt de la dégradation des services publics, et que des moyens soient débloqués pour la santé et l'école. Quant aux suppressions d'emplois annoncées ça ou là, elles constituent une menace inacceptable pour ceux dont le seul revenu vient de leur travail. Ceux qui à la tête des entreprises les programment, et leurs actionnaires, ont pourtant largement de quoi prendre sur leurs profits!

« Nous avons évité le



Le 1<sup>er</sup> mai 2024.

pire, gagnons maintenant le meilleur par la mobilisation», écrit la direction de la CGT dans un de ses tracts d'appel. Elle fait sans doute allusion au fait que les résultats électoraux n'ont pas permis au RN d'arriver au gouvernement. Mais pour les travailleurs rien n'a été évité. La machine de guerre

du grand patronat est en marche contre la classe ouvrière, c'est à ses dépens que la bourgeoisie entend continuer de s'enrichir. Plus la riposte des travailleurs se manifesterait tôt et plus elle sera large, plus ils renforceront leurs positions dans cette guerre de classe.

Viviane Lafont

## L'Oréal : les actionnaires nagent dans les profits

Sur le site de Chevilly-Larue, dans le Val-de-Marne, la direction de L'Oréal a annoncé un gel des budgets d'ici à la fin de l'année, prétextant une baisse des ventes dans le luxe en Asie. Pourtant, pour les actionnaires, l'argent coule à flots.

Les résultats du premier semestre, publiés fin juillet, font état d'un « nouveau semestre de forte croissance et de sur-performance ». Le chiffre d'affaires de l'entreprise a crû de 7,3 %, avec un résultat net en hausse de 8,8 %, à 3,65 milliards d'euros. Cerise sur le gâteau, le conseil d'administration a décidé, d'ici à la fin de l'année, de racheter des actions pour un montant maximum de 500 millions. Les actions rachetées seront annulées, ce qui va faire gonfler

artificiallement la valeur des actions restantes.

Si les résultats semestriels font apparaître une diminution de 1,7% du chiffre d'affaires de la branche luxe en Asie, c'est en même temps une croissance à deux chiffres en Europe.

Ce n'en est pas moins un gel des budgets qui a été annoncé à Chevilly-Larue, où près d'un millier de salariés travaillent dans des laboratoires de recherche, et où la direction fait comprendre, dans les services, qu'il va

falloir faire des économies sur tous les projets. Les salariés en contrats précaires se sentent particulièrement menacés : faute de budget, leur avenir dans l'entreprise pourrait être compromis à court terme.

Comme tous les capitalistes, les dirigeants de L'Oréal rognent sur les investissements pour accroître la part qu'ils consacrent à la spéculation : L'Oréal a dépensé ces dernières années des dizaines de millions pour acheter ou prendre des parts dans d'autres entreprises dont elle espère tirer profit. Fin 2023, c'était un investissement dans Shinehigh, une société chinoise, ou Lactobio

au Danemark. Cette année, elle a déjà acheté Gjoza, une société suisse, pris un contrat de licence long terme de la marque Miu Miu, ou encore une participation dans Galderma.

Faut-il le rappeler, l'actionnaire principale de L'Oréal, Françoise Bettencourt Meyers, est aujourd'hui la deuxième femme la plus riche du monde, avec une fortune estimée à 84 milliards d'euros, en hausse de près de 7 milliards d'euros l'an dernier. Le groupe L'Oréal est si riche que son président, Jean-Paul Agon, qui n'est pourtant que salarié de l'entreprise, a pu s'offrir 500 millions d'euros

d'actions, ce qui fait de lui aujourd'hui la 307<sup>e</sup> fortune française!

Ces masses invraisemblables d'argent proviennent exclusivement du travail de l'ensemble des salariés du groupe, ouvriers, techniciens et chercheurs, qu'ils soient en CDI, CDD, intérimaire ou apprentis, sans parler bien sûr des stagiaires et des entreprises sous-traitantes. Alors la moindre des choses serait qu'elles servent à augmenter massivement tous les salaires et embaucher tous ceux qui le souhaitent. Il est temps que les travailleurs de l'entreprise exigent leur dû.

Correspondant LO



## CAF - Metz : répression anti-syndicale

Judi 12 septembre, un rassemblement avait lieu devant la caisse d'allocations familiales (CAF) de Metz pour dénoncer la menace de licenciement de l'ex-secrétaire CGT du CSE. 70 personnes, dont 45 de ses collègues, s'y sont retrouvées.

La direction a utilisé les désaccords internes au syndicat CGT pour obtenir le témoignage d'une déléguée démissionnaire et réaliser une enquête à charge, accusant l'ancienne secrétaire de harcèlement moral. Depuis deux ans et demi, celle-ci bataille contre ces accusations mensongères. Non seulement elle a obtenu le soutien des autres syndicats (FO, SUD, CFTC et CFE-CGC), mais elle s'appuie sur de nombreuses décisions

allant dans son sens de l'inspection et du ministère du Travail.

En réalité, c'est la direction qui mène un véritable harcèlement juridique à l'encontre des militants combattifs. Déjà en 2021, elle s'était attaquée à la déléguée syndicale CGT qui avait dénoncé la politique de la CAF dans un reportage de l'émission *Capital* sur M6. Et elle est allée jusqu'à accuser l'ex-secrétaire du CSE de fraude pour avoir demandé

le RSA suite à sa mise à pied avec suspension du salaire.

Dans les CAF, les directions se glorifient de défendre la qualité de vie au travail et la bienveillance des échanges entre collègues. En fait, elles veulent interdire à qui que ce soit d'exprimer la moindre colère. Et pourtant, il y a bien des raisons de le faire face aux conditions de travail, aux salaires insuffisants et à la manière dont les allocataires sont maltraités par l'administration.

Le rassemblement du 12 septembre devant la CAF de Metz était la meilleure réponse : quand un employé est visé, tous sont attaqués.

Correspondant LO

## Valeo : non aux fermetures d'usines

Mardi 17 septembre, les travailleurs du groupe Valeo se sont réunis à plus de 200 devant le siège social à Paris contre les fermetures d'usines et les licenciements qui en découleront.

Venus des sites menacés (Saint-Quentin-Fallavier, La Suze et La Verrière) ou d'autres usines du groupe (Amiens, Angers, Limoges...), les travailleurs ont fait entendre leur colère et leur détermination avec des banderoles, des cornes de brume et surtout à travers leurs interventions.

Des délégations de MA France ou de Stellantis étaient présentes, ainsi que Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT. Jean-Pierre Mercier, intervenant au nom du syndicat SUD de Stellantis-Poissy, qui a vécu la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, a rappelé que le bras de fer ne faisait que commencer et

que les ouvriers avaient un énorme pouvoir : ils sont des millions dans ce pays à subir les cadences de plus en plus folles en même temps que les menaces de licenciements. Il a insisté sur le fait que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, pas sur les députés, et il a donné rendez-vous au Salon de l'automobile le 17 octobre pour que les salariés du secteur se mobilisent !

Nathalie Arthaud, également présente et intervenant au nom de Lutte ouvrière, a tenu à dénoncer le fait que les actionnaires ne sont pas des investisseurs mais des voleurs d'argent public. Les véritables



investisseurs sont les travailleurs qui ont adapté leur vie de famille pour l'entreprise en y laissant leur santé.

Elle a ajouté que si les promesses des politiciens qui prétendent créer ou sauver des emplois n'étaient pas du vent, les licenciements seraient interdits depuis longtemps !

Ce rassemblement a été l'occasion pour les travailleurs des différents sites de se rencontrer et de discuter. Ils se sont rendu compte que Valeo mettait la pression partout et licencierait, à

Limoges ou à Amiens, même sans PSE ouvert et sous n'importe quel prétexte. Sur tous les sites, il y a des caméras pour fliquer les salariés. À Saint-Quentin-Fallavier, la production doit doubler, ce qui permettra au groupe de faire du stock, la direction anticipant sur la fermeture et la possibilité d'une grève. Elle est à l'attaque et elle a une politique, les travailleurs doivent avoir la leur.

Une délégation a été reçue au siège. Seuls des délégués des sites concernés par la fermeture ont été acceptés, une manière de diviser

les travailleurs qui n'est pas passée inaperçue. La direction a invité les présents à patienter dans l'attente d'un repreneur... ce qui est évidemment un leurre. Les revendications des salariés restent le maintien des emplois ou bien que ce groupe riche paie pour ceux qu'il supprime.

Les travailleurs sont repartis plus déterminés que jamais, conscients que la lutte va se poursuivre et se durcir. L'idée qu'il va falloir une véritable grève chemine dans bien des têtes.

**Correspondant LO**

## Onela - Paris 11<sup>e</sup> : huit mois de grève des agents d'astreinte

Commencée le 1<sup>er</sup> février 2024, la grève au service d'astreinte se poursuit parmi les auxiliaires de vie d'Onela, l'une des sociétés du groupe privé Colisée, dont le siège est à proximité des Champs-Élysées.

Une nouvelle manifestation appelée par les grévistes a eu lieu jeudi 9 septembre devant le siège d'Onela, situé à Boulogne-Billancourt.

L'entreprise est gestionnaire d'Ehpad, de centres de soins de suite, d'aide à domicile, et tout ce qui permet de faire de l'argent sur les personnes âgées et la Sécurité sociale, qui paie

cher les services, et aussi en surexploitant du personnel précaire.

Les grévistes dénoncent les conditions de travail indignes. Les salariés se relayaient à quinze dans un local insalubre de 65 m<sup>2</sup> du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ils sont en sous-effectif, avec des salaires horaires entre 12 et 13 euros brut, et

subissent une maltraitance de la part de leur employeur qui tient des propos racistes à leur encontre. L'équipe est chargée sept jours sur sept de gérer au téléphone les problèmes d'urgence des 65 agences du pays, les remplacements de dernière minute, l'aide aux auxiliaires en galère, les discussions avec les bénéficiaires, des personnes âgées en situation de handicap ou en difficulté. Le nombre d'appels est énorme, jusqu'à 2 500 lors des astreintes du week-end, et la pression oblige à les écourter.

En réponse aux revendications des grévistes, notamment un salaire horaire à 17 euros brut soit 4 à 5 euros d'augmentation, la direction n'a proposé qu'une hausse de 13 centimes. En même temps, elle a multiplié les manœuvres pour casser la grève. Un des grévistes a été licencié pour papiers non en règle. Malgré cela, sept salariés sont encore courageusement en grève.

**Correspondant LO**



En mars 2024.

## Conforama - Flers : anniversaire perturbé

À l'occasion des 60 ans de Conforama, la direction du groupe a voulu organiser une soirée anniversaire le vendredi 13 septembre de 19 à 21 heures. On peut dire que cela a été la fête... mais pas vraiment du goût du patron.

Dans tout le groupe, des salariés se sont mis en grève. À Flers, dans l'Orne, une quinzaine de travailleurs du magasin ont fait grève et ont manifesté devant le magasin leur refus des méthodes patronales, avec banderoles et pancartes.

Pour le patron, fermer le magasin deux heures plus tard - il ferme habituellement à 19 heures - ne signifie aucun paiement en heures supplémentaires ni volontariat. Il décide seulement de décaler les horaires habituels de travail, et peu importe que sa décision arbitraire oblige chacun à rentrer plus tard chez lui, quelle que soit sa situation familiale.

« Cette nocturne, c'est la goutte d'eau qui a fait

déborder le vase », a déclaré une salariée au quotidien *Ouest-France*. Les grévistes en ont profité en effet pour dénoncer la dégradation continue des conditions de travail et le manque d'effectifs, en particulier à la réception des marchandises.

Conforama, fusionné aujourd'hui avec But, fait partie du groupe franco-autrichien Mobilux. Avant, il a vu se succéder des actionnaires tels que les Arnault et Pinault, aujourd'hui concentrés dans le luxe, puis le groupe sud-africain Steinhoff ou encore Carrefour. Eux, ce ne sont pas les heures supplémentaires qu'ils additionnent, mais les milliards supplémentaires.

**Correspondant LO**

SOLIDARITÉS

# Automobile : les patrons en guerre entre eux... et contre les travailleurs

Après la chute des ventes due à la crise sanitaire en 2020, le marché automobile mondial a retrouvé les mêmes niveaux de ventes qu'avant-crise. Ce qui n'empêche pas les capitalistes de parler de crise de l'automobile.



En 2023, les ventes mondiales de voitures neuves ont atteint 65,2 millions contre 64,8 millions en 2019, selon l'Organisation internationale des constructeurs automobiles (OICA). Et après ces années record, les prévisions pour 2024 indiquent seulement une légère augmentation, voire une stagnation. En réalité, le discours sur la crise de

l'automobile sert avant tout à justifier la guerre menée aux travailleurs.

En direction des actionnaires et des financiers, le langage est tout à fait différent : ils sont choyés. Depuis 2020, les profits issus de la fabrication de voitures neuves sont historiques. Jamais le secteur de l'automobile, qui nécessite des investissements

productifs importants, n'avait engendré de telles masses d'argent : 18,6 milliards d'euros pour Stellantis, 29,6 milliards d'euros pour Toyota, 19,1 milliards de dollars pour General Motors. Et dans cette manne, les dividendes distribués représentent des sommes astronomiques.

Ces profits mesurent non seulement l'augmentation des ventes, mais surtout une plus grande exploitation du travail – l'augmentation de la productivité comme disent les commentateurs – dans le secteur. C'est cela qui intéresse les capitalistes. Pour eux, la question essentielle n'est pas tant l'élargissement du marché, dont ils savent bien qu'il n'est pas extensible à l'infini, que la rentabilité, le profit qu'ils peuvent gagner y compris sur un marché réduit. Ils peuvent donc faire le choix de produire moins de véhicules pour un marché plus restreint, mais des véhicules qui soient vendus plus chers tout en leur ayant coûté moins cher à produire.

Mais comme ils raisonnent tous de la même façon, pour continuer à faire des profits, les capitalistes de l'automobile doivent, non seulement faire la guerre aux travailleurs, mais aussi se faire la guerre entre eux. Il faut « aller manger dans la gamelle des autres », avait si bien expliqué Tavares, le DG de Stellantis, il y a quelques années. Et actuellement le marché des véhicules électriques est un enjeu de cette guerre.

Depuis plusieurs années, les industriels se battent pour que les États les subventionnent pour tous les investissements nécessaires au « passage à l'électrique ». Ils ne veulent pas prendre eux-mêmes les risques liés à ce nouveau marché, et donc ils ont marchandé à chaque étape.

Les pouvoirs publics européens avaient décidé – en accord avec les constructeurs –, que les normes d'émissions de CO<sub>2</sub> pour les véhicules neufs dans l'Union européenne devraient être abaissées en 2025 à 81g/km, contre 95 g/km

actuellement, sous peine d'amendes. Mais cette norme ne correspond qu'à une moyenne que chaque constructeur doit respecter sur l'ensemble de ses véhicules vendus. Ainsi, plus il vend de voitures électriques qui n'émettent pas de CO<sub>2</sub>, plus il peut vendre de voitures polluantes à côté !

Seulement voilà, la date approche et le marché de l'électrique reste énigmatique pour les capitalistes. Alors certains, dont le directeur général de Renault, réclament que l'UE repousse la date de l'abaissement des normes. À l'inverse, pour Tavares, il est hors de question de toucher aux règles. La guerre c'est la guerre, et tant pis pour les adversaires qui ne sont pas prêts !

Les travailleurs n'ont pas à s'impliquer dans cette guerre. Leur intérêt est, à l'inverse, de s'unir contre les coups que les capitalistes de l'automobile leur réservent, ceux qui pleurent la bouche pleine comme les autres.

**Charles Legoda**

## Stellantis – Poissy : débrayages contre le sous-effectif

À l'usine Stellantis de Poissy, où sont fabriquées l'Opel Mokka et la DS3 Crossback, des travailleurs des deux équipes ont débrayé ces derniers jours pour dire qu'ils en ont assez des suppressions de postes.

La préoccupation principale de la direction de Poissy est de supprimer des postes. Après avoir diminué la cadence de huit véhicules par heure, elle prétend que l'usine est en « sureffectif ». Elle a donc renvoyé au chômage tous les intérimaires, puis mis en place une batterie de mesures pour vider l'usine des ouvriers en CDI, via un plan de départs volontaires. Comme cela ne suffit pas pour les pousser dehors, elle mute de force des ouvriers d'autres secteurs sur des postes en chaîne au Montage, là où ils sont les plus durs, n'hésitant pas à s'en prendre à des ouvriers de plus de 55 ans. Elle oblige également les professionnels de Maintenance à passer trois mois sur chaîne.

Loin des mensonges de la direction, le sous-effectif

est constant et le travail n'a jamais été si pénible. Les moniteurs sont constamment en postes et des chefs d'équipe se retrouvent régulièrement sur chaîne. Les travailleurs doivent enchaîner les samedis obligatoires en heures supplémentaires.

Sentant monter l'exaspération, les militants de SUD ont organisé le 4 ou le 12 septembre, selon l'équipe, un débrayage dans chaque équipe. Ces débrayages ont réuni près de 110 ouvriers au total au Montage. Cela faisait très longtemps que les travailleurs ne s'étaient pas mobilisés. Dans les deux équipes, ils ont défini leurs revendications et les ont votées : des embauches, le respect de la cadence et l'arrêt des mutations forcées.

Dès le lendemain du premier débrayage, la



direction a fait savoir qu'elle allait faire venir 20 ouvriers de l'usine Fiat Mirafiori de Turin en Italie. C'est bien trop peu, mais c'était un premier recul, qui a encouragé les ouvriers de la contre-équipe à débrayer à leur tour. Ce deuxième débrayage,

toujours minoritaire, a obligé la direction à annoncer la reprise d'une vingtaine d'intérimaires qu'elle venait de licencier.

En débrayant, même à une minorité, ces travailleurs ont commencé à changer l'ambiance au Montage. C'est un gage pour

encourager les nombreux hésitants qui n'ont pas osé franchir le pas. La voie est ouverte pour répliquer aux attaques qui se poursuivent, en ayant conscience que, pour faire reculer vraiment la direction, l'action devra aller au-delà.

**Correspondant LO**

## Yvel – Bezons : non à la fermeture !

Située à Bezons, dans le Val-d'Oise, Yvel est une petite usine de 60 salariés qui fabrique des verrous pour les portières de camions.

L'annonce par la direction de la fermeture de l'usine d'ici le début 2025 a été un choc, mais pas vraiment une surprise. Depuis quelques années, elle avait été rachetée par le groupe américain CentroMotion, qui a un peu plus de 3000 salariés répartis dans une dizaine de pays. CentroMotion appartient lui-même au groupe financier Lone Star Fund qui possède plus de 5 milliards de titres de propriétés qu'il achète et revend en fonction des opportunités.

Depuis des mois ce groupe présente un projet de réorganisation de la production entre ses différentes usines d'Europe, en France,

en Turquie et aux Pays-Bas. Après la crise sanitaire de 2021, la direction avait expliqué qu'il fallait sécuriser l'approvisionnement des clients en dédoublant les productions. On voit ce qu'il en est aujourd'hui : en fait de dédoublement, il s'agissait surtout de transferts de production vers les autres sites. Loin d'être en faillite, l'entreprise se réorganise pour maintenir les profits au plus haut en répartissant le travail sur moins de sites, avec d'un côté des licenciements et de l'autre une augmentation de l'exploitation.

Ces manœuvres ont suscité l'inquiétude des travailleurs de Bezons et,

maintenant que l'annonce a été rendue publique, la majorité commencent à se mobiliser. Plusieurs rassemblements ont eu lieu dans l'entreprise, regroupant d'abord une vingtaine puis une quarantaine de salariés pour discuter comment faire pour ne pas se laisser licencier sans réagir après une vie donnée à l'entreprise.

Dimanche 15 septembre, une vingtaine de travailleurs se sont adressés à la population en distribuant un tract lors de la foire de Bezons qui rassemble des milliers de passants ainsi que les élus locaux. Cette première action a été un encouragement pour continuer à affirmer qu'il n'est pas question de se laisser condamner à la misère sans réagir.

Correspondant LO

## Green Power-HOAD Sartrouville : décidés à se faire respecter

Depuis vendredi 6 septembre, une vingtaine de travailleurs de l'entreprise de bâtiment spécialisée dans la plomberie Green Power-HOAD, à Sartrouville dans les Yvelines, sont en grève. Ils veulent faire valoir leurs droits contre un patron qui se croit au-dessus des lois.

Comme le dit une de leurs pancartes : « *Nous ne sommes pas des esclaves ! Assez !* » Ces travailleurs n'en peuvent plus des salaires incomplets versés souvent en retard. La moindre demi-journée d'absence se traduit aussitôt sur la paie par le prélèvement d'une journée et une absence d'un jour entraîne la perte de plusieurs jours. L'employeur le reconnaît lui-même : « *Il s'agit d'amendes.* » Les heures supplémentaires non payées sont systématiques et les congés impossibles à prendre. Les conditions de travail sur les chantiers sont difficiles : équipements de sécurité incomplets, outillage réduit, travaux dangereux. Le patron profite de la situation des travailleurs qui ne sont pas encore régulés alors que la plupart sont en France depuis de nombreuses années.

C'est le nouveau retard dans le versement du salaire qui a déclenché la grève. « *Trop c'est trop, pas de paie, pas de travail !* » ont affirmé les travailleurs. La

seule réponse du patron et la seule chose qu'il sait faire pour régler les problèmes a été de licencier sous des motifs fallacieux : absences irrégulières ou vols d'outils qui n'avaient même pas été donnés. Loin de décourager les travailleurs de Green Power-HOAD, ces licenciements les confortent dans l'idée qu'ils n'ont pas d'autre choix que de poursuivre le bras de fer engagé. Ils organisent des piquets de grève tournants sur les chantiers et se regroupent pour s'adresser aux autres travailleurs ainsi qu'aux directions des entreprises donneurs d'ordres.

Car, finalement, ces entreprises comme Nexity ou Les Nouveaux Constructeurs profitent, elles aussi, du travail des plombiers. À elles de prendre position et de faire pression sur Green Power si elles ne veulent pas être complices de toute cette organisation de travail dissimulé et d'esclavage moderne.

Correspondant LO



Travailleurs d'Yvel à la foire de Bezons, le 15 septembre.

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Union européenne: **Draghi appelle aux armes**

Dans son rapport sur la compétitivité européenne, publié le 10 septembre, Mario Draghi a expliqué que l'économie de l'Union est confrontée à un « défi existentiel » qui, faute d'être relevé, annonce une « lente agonie ».

Mario Draghi a été successivement directeur du Trésor italien, responsable européen de Goldman Sachs, président de la Banque d'Italie puis de la Banque centrale européenne et, finalement, président du Conseil italien. Il sait donc de quoi et surtout à qui il parle, aux grandes familles capitalistes européennes et à leurs fondés de pouvoir dans les gouvernements et les conseils d'administration. Il reproche à tout ce petit monde de ne pas suffisamment investir et de

laisser ses homologues américains prendre de l'avance en termes de compétitivité, d'investissement, de rentabilité.

Draghi affirme donc que l'Union européenne(UE) devrait investir 800 milliards d'euros supplémentaires chaque année, soit 5 % de la richesse totale produite, dans l'innovation et la production. Pour ce faire, il propose de simplifier les règles financières, d'encourager l'investissement privé et, si cela ne suffit pas, d'emprunter ce qu'il faudra. Il

faut réaliser ce qui d'après lui n'existe toujours pas, un marché unique des capitaux, des marchandises et des travailleurs, à l'image de ce qui fait la force des États-Unis d'Amérique. Le problème est que les capitalistes européens préfèrent les bénéfices immédiats, les placements financiers sans risque et, surtout, la rente perpétuelle que chacun obtient à la mamelle de son État national. Quant à les faire changer de comportement, autant demander du lait à un bouc.

Draghi prend l'exemple de l'industrie de défense en expliquant que la situation internationale commande d'augmenter la production d'armements. Chaque

gouvernement le fait, certes, mais chacun pour son propre compte. Ainsi, sur les 75 milliards d'euros d'achats d'armements des pays de l'UE en un an, 63 % ont consisté en produits américains, au grand dam de Dassault et de ses homologues marchands de canons allemands et italiens qui ne peuvent compter que sur leur propre État. Draghi, reprenant une vieille idée et anticipant de quelques jours les orientations de la nouvelle Commission européenne, propose donc la nomination d'un commissaire à la Défense, des crédits nouveaux pour la fabrication d'armements en commun, une obligation d'acheter des engins de mort européens. Pour tenter

d'obtenir l'adhésion à son projet, il affirme que, avec quelques autres mesures, son plan entraînerait toute l'économie de l'UE sur la voie de la compétitivité retrouvée. Il promet ainsi une guerre fraîche, joyeuse et profitable, en alliance certes avec le grand frère américain mais qui gonflerait aussi les bénéfices sur le Vieux Continent.

Ainsi donc, l'Union européenne, construite depuis soixante-dix ans sur la promesse de garantir la paix et la prospérité, ne pourrait sortir du marasme économique qu'en préparant une nouvelle guerre, sans même avoir été capable d'abolir les frontières. Quel bilan!

**Paul Galois**

## Migrants: **liberté de circulation et d'installation!**

Le gouvernement allemand, dirigé par le social-démocrate Olaf Scholz, vient de décider le rétablissement des contrôles sur la totalité des frontières du pays à partir du 16 septembre.



À Calais.

Cette mesure, prise sous la pression des conservateurs et de l'extrême droite sortis vainqueurs des élections régionales début septembre, s'inscrit dans l'évolution réactionnaire

qui touche l'ensemble du continent européen. Partout, les politiciens de tous bords répondent à la paupérisation grandissante des classes populaires par des mesures de diversion dont

les travailleurs immigrés sont les premières victimes.

De telles mesures existent certes depuis longtemps. Ainsi, la France contrôle sévèrement sa frontière terrestre avec l'Italie et ses gendarmes poursuivent les migrants qui tentent de franchir les cols. L'Union européenne a conclu des accords avec certains pays, la Turquie et la Libye notamment, pour qu'ils retiennent les migrants sur leur sol, quelles que soient les conditions.

Depuis le printemps, une quinzaine de pays de l'Union européenne (UE), dont l'Autriche et le Danemark, tentent de mettre en place un dispositif pour « sous-traiter » les demandes d'asile en dehors du continent sur le modèle de ce qu'avait voulu faire le précédent gouvernement anglais avec le

Rwanda, pays vers lequel il voulait déporter les déboutés du droit d'asile, quelles que soient leurs origines. L'Italie, de son côté, veut en faire autant avec l'Albanie. En France, le nouveau Premier ministre évoque le possible rétablissement d'un ministère de l'Immigration dans le futur gouvernement. Et tandis que la Suède annonce une augmentation de la « prime au départ » des immigrés, la Grande-Bretagne instaure un visa obligatoire payant pour ceux qui entrent sur son territoire.

Toutes ces politiques démagogiques sont contradictoires avec les besoins en main-d'œuvre du patronat européen. Ainsi, en parallèle de la fermeture de ses frontières, l'Allemagne a annoncé la signature d'un accord avec le Kenya pour la

venue de travailleurs qualifiés. Elle avait déjà signé des traités similaires avec l'Inde et la Géorgie.

La création d'un marché unique des capitaux et des marchandises avait amené les gouvernements de l'UE à établir un espace dit de Schengen au sein duquel les citoyens européens bénéficiaient d'une relative liberté de circulation. Cette liberté a toujours été refusée aux damnés de la Terre qui se heurtaient aux barbelés des frontières de cette Europe forteresse. Aujourd'hui, avec l'aggravation de la crise, les barbelés sont toujours plus nombreux aux portes de l'Europe, mais aussi à l'intérieur de cette UE qui n'a jamais été vraiment unie et n'a jamais été capable de supprimer les frontières.

**David Mencas**

## SpaceX: **exploration spatiale et tourisme de luxe**

Jeudi 12 septembre, deux astronautes ont effectué la première sortie privée dans l'espace. La capsule lancée par SpaceX et ses quatre membres d'équipage s'étaient auparavant aventurés à 1 400 km de la Terre, une première depuis les missions Apollo au début des années 1970.

Le voyage a été financé en partie, pour un montant gardé secret, par Jared Isaacman, milliardaire, astronaute et touriste de l'espace américain, qui était de la sortie. SpaceX appartient à 47 % au milliardaire Elon Musk et s'est construite grâce aux milliards de dollars de la Nasa, l'agence publique spatiale américaine. En juin, SpaceX a remporté le marché de la destruction

de la Station spatiale internationale (ISS) après 2030 pour un montant de 843 millions de dollars et la Nasa prévoit que les successeurs de celle-ci seront des stations privées.

Par ailleurs, SpaceX vit aussi des missions militaires, avec la multiplication des lancements de satellites espions, drones spatiaux ou autres. Cette entreprise poursuit ainsi la tradition

de compagnonnage entre spatial et militaire, qui n'a jamais cessé depuis les premières fusées.

La sortie touristique du 12 septembre a aussi été l'occasion de tester une nouvelle combinaison de SpaceX, qui pourrait devenir la première combinaison spatiale produite en série, un marché qu'il espère plein d'avenir...

Même la conquête spatiale, dans laquelle les prouesses technologiques sont particulièrement spectaculaires, apparaît comme une facette parmi d'autres d'une économie capitaliste plus parasitaire que jamais: de grandes entreprises

se développent à l'aide de marchés garantis par leurs États, et se développent en satisfaisant les caprices de quelques ultra-riches dont les fortunes explosent alors que toute la société recule.

L'humanité ne pourra satisfaire les besoins

fondamentaux du plus grand nombre, tout en se donnant les moyens d'explorer toujours plus loin l'espace, qu'après avoir arraché son économie des mains d'une classe capitaliste tenue par la course au profit.

**Lucas Pizet**

